

Le procès Caillaux viendra
jeudi prochain
devant la Haute Cour.

AU SÉNAT : LA DATE DE CESSATION DES HOSTILITÉS N'EST PAS FIXÉE

EXCELSIOR

10^e Année. — N° 3.253. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes.
Pierre LaFite, rédacteur.

Le plus court croquis n'en dit plus long qu'un long rapport. n. — NAPOLÉON
10, rue d'Enghien, Paris.

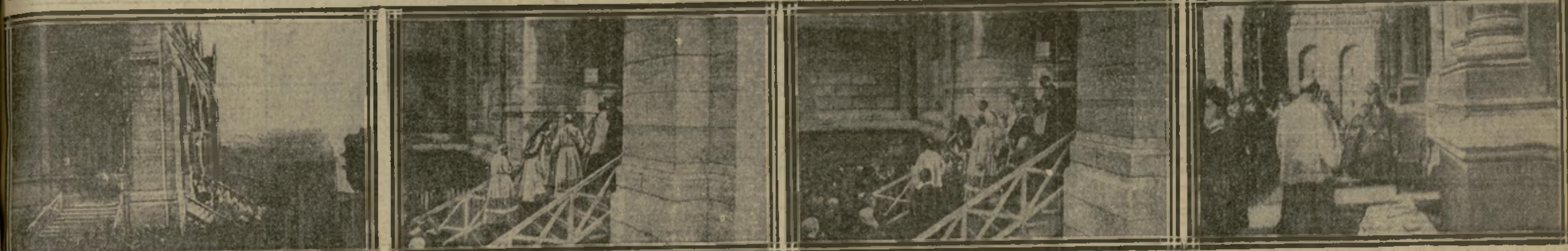
VENDREDI
 17
 OCTOBRE
 1918

L'art de la divination est nécessaire pour bien administrer un État et même pour bien régler une famille.
SOCRATE.

LA CONSÉCRATION DU SACRÉ-CŒUR DE MONTMARTRE



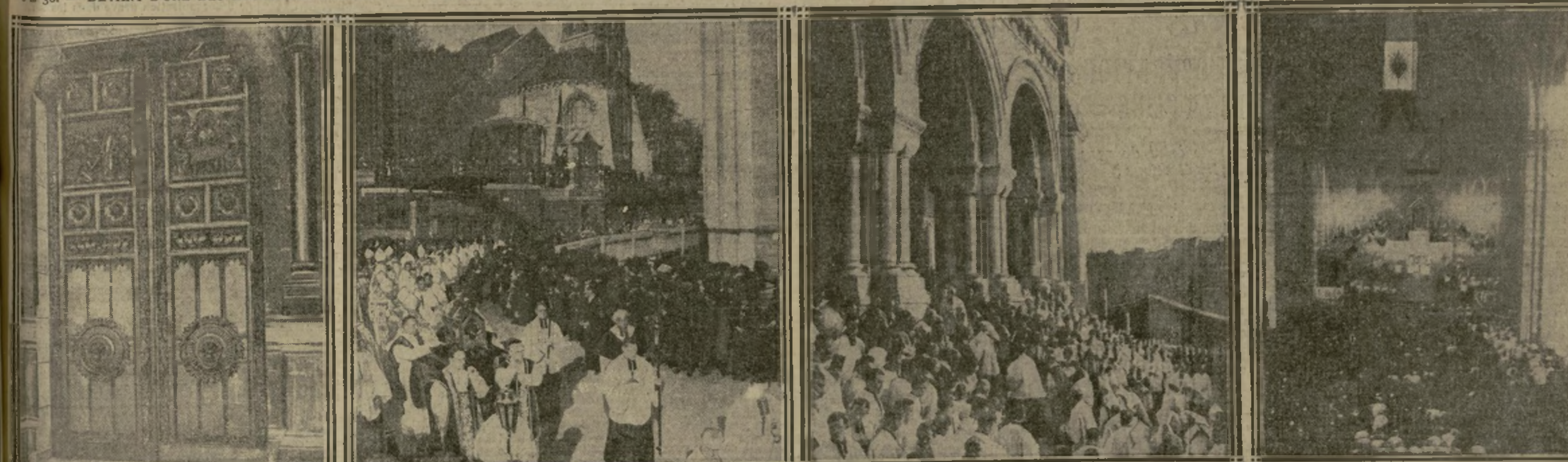
4 h. 30. — LES RELIQUES QUITTENT L'ÉGLISE ST-PIERRE 6 h. 35. — LES RELIQUES ARRIVENT AU SACRÉ-CŒUR 7 h. — L'ADORATION DES RELIQUES AU SACRÉ-CŒUR 8 h. — LE CLERCÉ VA VÉNÉRER LES RELIQUES



8 h. 5. — ON GAGNE L'ÉGLISE POUR LA BÉNÉDICTION 8 h. 10. — ARRIVÉE DU CARDINAL AMETTE 8 h. 15. — LA BÉNÉDICTION A L'EXTÉRIEUR 8 h. 20. — LE CARDINAL BÉNIT LA PORTE



8 h. 30. — DEVANT L'UNE DES NOUVELLES PORTES 8 h. 35. — LE CARDINAL HEURTE LA PORTE 8 h. 36. — LE SUPÉRIEUR OUVRE LA PORTE 10 h. — ARRIVÉE DES PRÉLATS A L'ÉGLISE



UNE DES NOUVELLES PORTES 10 h. 10. — LES RELIQUES SONT APPORTÉES AU SACRÉ-CŒUR 10 h. 15. — L'ARRIVÉE DE LA CHASSE AU SACRÉ-CŒUR 11 h. 30. — PENDANT LA MESSE



PENDANT LE BANQUET DES CARDINAUX, ARCHEVÊQUES ET ÉVÊQUES LE RÉV. P. JANVIER UNE FOULE ÉNORME N'A PU TROUVER PLACE DANS LA BASILIQUE

L'église du Sacré-Cœur de Montmartre a été consacrée basilique, hier, par le cardinal Vico, légat du pape. La cérémonie a commencé par la translation des reliques exposées la veille dans l'église Saint-Pierre. Le cardinal Amette a béni l'église extérieurement et intérieurement, y compris les portes nou-

velles mises en place avant-hier. Après la procession des reliques, l'archevêque de Paris et d'autres évêques ont consacré les vingt autels de la basilique. Presque tous les cent dix membres du corps épiscopal français étaient présents, ainsi que plusieurs prélats étrangers. Le P. Janvier a prononcé un sermon.

LA DATE DE LA CESSATION DES HOSTILITÉS N'EST PAS ENCORE ARRÊTÉE

Les articles 1 et 2 adoptés, l'Assemblée renvoie l'article 3 à l'examen de la commission.

CE VOTE DU SÉNAT A POUR BUT DE FAVORISER LES DÉMOBILISÉS

Un amendement de M. Codet maintiendrait la loi sur la prorogation des échéances en faveur des démobilisés et des habitants des régions dévastées.

Le Sénat a abordé hier l'examen du projet de loi relatif à la fixation de la date de cessation des hostilités.

Après l'adoption des deux premiers articles, M. Codet a soutenu, à l'article 3, une disposition additionnelle ayant pour objet de maintenir par décret, pour une année seulement, l'application de la loi du 5 août 1914 sur la prorogation des échéances à l'égard de certains débiteurs, démobilisés et habitants des régions dévastées par l'ennemi.

M. Clémentel, ministre du Commerce, acceptait l'amendement.

Il faut, dit-il, donner à nos combattants qui viennent d'être démobilisés le temps de remettre de l'ordre dans leurs affaires. Les non-mobilisés ont eu cinq ans pour le faire.

Après un échange d'observations, le Sénat a prononcé le retrait de l'urgence. Le projet va donc retourner à la commission, qui rapportera un texte nouveau pour l'article 3.

L'EXHUMATION DES CORPS DES MILITAIRES TUÉS À L'ENNEMI

Un débat s'était engagé auparavant au sujet des exhumations et des transports des corps des soldats morts pour la France. M. Simonet, qui interpellait à l'occasion de la récente circulaire adressée aux préfets, demandait au gouvernement d'assurer, dans le plus bref délai possible, aux frais de l'Etat, et quand les familles le demanderaient, la restitution à ces dernières des restes de leurs combattants tombés pour la patrie.

Non sans souligner le caractère douloureux du débat, M. Abram, sous-secrétaire d'Etat à l'Administration de la Guerre, indiqua que, dans le projet qu'il avait soumis à la commission des sépultures militaires, le gouvernement avait estimé ne pouvoir se dispenser de demander aux familles un sacrifice de sacrifice et d'interdire pendant trois ans l'exhumation et le transport des militaires tombés sur le champ de bataille.

M. Abram ajouta que le gouvernement était disposé à accepter les amendements tendant à réduire ce délai.

Le débat a été clos par le vote d'un ordre du jour de M. Pouille, approuvant les déclarations du gouvernement.

Le Sénat avait adopté, d'autre part, avec le texte de la Chambre, le projet relatif au régime transitoire de l'Alsace-Lorraine.

A l'ouverture, M. Antonin Dubost avait prononcé l'éloge funèbre de M. Farny, sénateur de Seine-et-Marne, décédé.

LA DATE DE LA PREMIÈRE AUDIENCE DE L'AFFAIRE CAILLAUX EST FIXÉE

On procédera jeudi à un interrogatoire d'identité, que suivra la lecture de l'acte d'accusation.

LA SUITE DES DÉBATS SERAIT RENVOYÉE AU 16 NOVEMBRE

La défense demanderait la mise en liberté provisoire de l'inculpé pour que le député de Mamers pût aller soutenir sa candidature dans la Sarthe.

M. Antonin Dubost, président du Sénat, a réuni, hier, avant la séance, un certain nombre de ses collègues choisis parmi les juristes de la Haute Assemblée, afin de procéder à un échange de vues sur la date à laquelle pourrait s'ouvrir le procès Caillaux devant la Cour de justice.

MM. Boivin-Champoux, Rattier, Chéron, Jéouanvri, Simonet, Larère, Lemaire, Pouille, Guillaud, notamment, assistaient à cette réunion.

Il fut décidé, en principe, que jeudi prochain aurait lieu une première audience, au cours de laquelle il serait procédé à l'interrogatoire d'identité de M. Caillaux, puis à la lecture de l'acte d'accusation et de l'arrêt de renvoi.

La suite des débats serait ensuite renvoyée au 16 novembre.

Il est à noter que, sur ce point, l'accord est loin d'être réalisé. Nombre de sénateurs estiment qu'il est impossible de faire siéger la Cour de justice pendant la période électorale.

On prête, d'autre part, à la défense l'intention de demander la mise en liberté provisoire de M. Caillaux, afin de permettre au député de Mamers d'aller soutenir sa candidature dans la Sarthe.

Si la Cour faisait droit à cette requête, il en résulterait un allègement des débats. Dans le cas contraire, les avocats de M. Caillaux seraient obligés d'invoquer le respect des délais de distance en ce qui concerne un certain nombre de témoins résidant à l'étranger et notamment en Amérique.

Le débat a été clos par le vote d'un ordre du jour de M. Pouille, approuvant les déclarations du gouvernement.

Le Sénat avait adopté, d'autre part, avec le texte de la Chambre, le projet relatif au régime transitoire de l'Alsace-Lorraine.

A l'ouverture, M. Antonin Dubost avait prononcé l'éloge funèbre de M. Farny, sénateur de Seine-et-Marne, décédé.

Le Sénat avait adopté, d'autre part, avec le texte de la Chambre, le projet relatif au régime transitoire de l'Alsace-Lorraine.

A l'ouverture, M. Antonin Dubost avait prononcé l'éloge funèbre de M. Farny, sénateur de Seine-et-Marne, décédé.

Le Sénat avait adopté, d'autre part, avec le texte de la Chambre, le projet relatif au régime transitoire de l'Alsace-Lorraine.

A l'ouverture, M. Antonin Dubost avait prononcé l'éloge funèbre de M. Farny, sénateur de Seine-et-Marne, décédé.

Le Sénat avait adopté, d'autre part, avec le texte de la Chambre, le projet relatif au régime transitoire de l'Alsace-Lorraine.

A l'ouverture, M. Antonin Dubost avait prononcé l'éloge funèbre de M. Farny, sénateur de Seine-et-Marne, décédé.

Le Sénat avait adopté, d'autre part, avec le texte de la Chambre, le projet relatif au régime transitoire de l'Alsace-Lorraine.

A l'ouverture, M. Antonin Dubost avait prononcé l'éloge funèbre de M. Farny, sénateur de Seine-et-Marne, décédé.

Le Sénat avait adopté, d'autre part, avec le texte de la Chambre, le projet relatif au régime transitoire de l'Alsace-Lorraine.

A l'ouverture, M. Antonin Dubost avait prononcé l'éloge funèbre de M. Farny, sénateur de Seine-et-Marne, décédé.

Le Sénat avait adopté, d'autre part, avec le texte de la Chambre, le projet relatif au régime transitoire de l'Alsace-Lorraine.

A l'ouverture, M. Antonin Dubost avait prononcé l'éloge funèbre de M. Farny, sénateur de Seine-et-Marne, décédé.

Le Sénat avait adopté, d'autre part, avec le texte de la Chambre, le projet relatif au régime transitoire de l'Alsace-Lorraine.

A l'ouverture, M. Antonin Dubost avait prononcé l'éloge funèbre de M. Farny, sénateur de Seine-et-Marne, décédé.

Le Sénat avait adopté, d'autre part, avec le texte de la Chambre, le projet relatif au régime transitoire de l'Alsace-Lorraine.

A l'ouverture, M. Antonin Dubost avait prononcé l'éloge funèbre de M. Farny, sénateur de Seine-et-Marne, décédé.

Le Sénat avait adopté, d'autre part, avec le texte de la Chambre, le projet relatif au régime transitoire de l'Alsace-Lorraine.

A l'ouverture, M. Antonin Dubost avait prononcé l'éloge funèbre de M. Farny, sénateur de Seine-et-Marne, décédé.

Le Sénat avait adopté, d'autre part, avec le texte de la Chambre, le projet relatif au régime transitoire de l'Alsace-Lorraine.

A l'ouverture, M. Antonin Dubost avait prononcé l'éloge funèbre de M. Farny, sénateur de Seine-et-Marne, décédé.

Le Sénat avait adopté, d'autre part, avec le texte de la Chambre, le projet relatif au régime transitoire de l'Alsace-Lorraine.

LE SACRÉ-CŒUR, HIER, A ÉTÉ CONSACRÉ ET ENSEIGNE EN BASILIQUE MINEURE

C'est le cardinal Vico, légat du pape, qui a présidé aux pompes rituelles de cette cérémonie, assisté des six cardinaux français.

Le P. Janvier a fait l'historique de l'église du Vœu national.

La basilique du Vœu national de Montmartre a vu se dérouler, hier, toutes les pompes de la liturgie catholique.

S. E. le cardinal Vico, légat du pape, président aux cérémonies de la consécration, assisté des six cardinaux français du cardinal de Westminster, du cardinal de Québec et de plus de cent prêtres français et étrangers.

Les gestes rituels s'accomplissent selon les rites, invariables depuis le treizième siècle. Ils furent d'une émouvante beauté. Sous une clarté d'auréole frissonnante, où la silhouette pâle de la basilique s'imprimait dans les grisailles d'un ciel pluvieux, les rites de la consécration furent d'une beauté d'art.

A 7 h. 12, le cardinal Amette, mitre en tête et croix en main, suivi de son clergé, fait le tour de la basilique, qu'il asperge trois fois de l'eau bénite. Sous le porche, il prie, trois fois, de sa croix d'or les portes de bronze, qui s'ouvrent à cet appel. Accompagné d'un prêtre, il pénètre dans la nef, au chant du *Veni Creator*, et asperge trois fois les murs intérieurs de l'église.

La basilique est vide de fidèles. Une couche de cendres couvre les dalles, en forme de croix de saint André. En signe de prise de possession, le pontife inscrit, dans un sens, les lettres de l'alphabet grec, dans l'autre, les lettres de l'alphabet latin, symbole de l'union des deux Eglises dans la Foi, l'Alpha et l'Oméga sont l'affirmation du Christ, principe et fin de toutes choses.

La consécration des autels

Les reliques sont ensuite portées, en procession, autour de l'absolu de la transept. Le cardinal Amette s'approche d'une armoire chargée de vases sacrés, contenant l'eau, le sel, les cendres, le vin, le pain et le cierge destiné à clore la cérémonie, cavité préparée dans la table de pierre de l'autel, pour recevoir les reliques.

Les prêtres, chargés des reliquaires d'or, que les thuriféraires encensent et qu'enlèvent les porteurs de cierges, s'approchent de l'autel.

Le cardinal Amette, en même temps que le cardinal Amette, consacre le maître-autel, des prêtres, selon des rites symétriques, consacrent les autels des chapelles latérales et de la crypte.

Après l'allocution rituelle, sur la sainteté des églises, le consécrateur dépose les reliques dans le sépulchre, oint la tablette qui les recouvre, enduit les interstices de ciment, avec une truelle d'argent, et ferme le tombeau symbolique où les cendres, restes sanctifiés de saint Denis, de la bienheureuse Marguerite-Marie, des martyrs Pius, Pacifique et Demétrius.

Le cardinal bénit la croix supérieure de l'autel, les linges, les ornements, les candeliers et les ciboires, les encense, puis, d'un geste large, bénit l'assistance prosternée.

Les onctions sont faites, deux fois avec l'huile des cathédrales, une fois avec le saint-chrême. Après l'autel, les onctions, traversées sur les piliers de la basilique, sont ointes à leur tour. Le consécrateur revient à l'autel, allume des grains d'encens, encense dans une oire cruciale, et assiste, en priant, à leur consommation, qui signifie l'immolation du Verbe incarné sur la croix et sur l'autel.

La splendeur de la cérémonie, dans les parfums d'encens et d'arômes, le bruissement des milliers de cierges, le chœur des grandes orgues déchaînées, les chatoiements des pourpres cardinalices et des violettes épiques, l'éclat éblouissant des mitres et des croix, des chapes et des dalmatiques d'argent et d'or, est indicible.

L'assistance résume les élites françaises. L'énumération des pontifes, des généraux, des membres du Parlement, de l'Institut, des représentants du corps diplomatique, etc., existerait une colonne de journal. Plus touffue, peut-être, est la piété d'âme, toute obscure, anonyme, aux mains jointes, aux pâles visages inclinés, sur laquelle s'étend la sourde rumeur de la Savoyarde, sonnant à toute volée, au-dessus des volutes vibrantes.

La consécration achevée, le cardinal-jéu, assisté de deux évêques, célèbre l'office de la messe. Les onctions, les réponses et les hymnes de la *Messe Royale* de Dumont, défilent dans la basilique, qui n'est plus qu'un élan mystique vers le Ciel.

L'érection de l'église en basilique

Des 11 heures 30 de l'après-midi, la botte, envahie de fidèles, offre l'aspect d'une fourmilière humaine. Un resac incessant de foule bat les blanches murailles du Sacré-Cœur.

A 3 h. 45, le cortège des cardinaux et des évêques pénètre dans le chœur. M. Widor, qui tient les grandes orgues, entonne le *Magnificat*, chanté par toute l'assistance. Les versets sublimes ont une signification poignante :

Deposuit potentias de sede Et exaltavit humiles.

Le cardinal Amette, sa traîne de pourpre portée par deux clercs, remercie S. E. le cardinal Vico, légat du pape, des sympathies françaises et de la part qu'il a prise à la canonisation de sainte Marie, et de la bienheureuse Marguerite-Marie, et de Louise de Marillac, fondatrice des Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul.

Le cardinal Vico lit ensuite la lettre du Souverain-Pontife élevant à la dignité de basilique mineure le Sacré-Cœur de Montmartre, et indiquant les indulgences attachées à son culte.

Le R. V. P. Janvier, dans sa robe blanche et noire de Dominicain, monte en chaire. Sa tête ronde, au masque énergique, à la forte mâchoire, aux yeux dominateurs, centralise tous les regards. Il parle, et sa voix à la netteté, la sonorité et l'ampleur du bronze liturgique. Son texte est :

Christe ejusque Sacratissimo Cordi, Galila penitus, devota et grata.

Il retrace l'historique de l'église du Vœu national, approuvée par le ministre des Cultes, et déclarée d'utilité publique, le 24 juillet 1873, par un vote de la Chambre, à la majorité de 234 voix.

L'orateur sacré dit la naissance de la basilique, son lent essor altier, la France rachetée par l'Éloquence et par la foi de ses fils, sa ferveur survivante, en dépit de l'ennemi du siècle, et sa gratitude de la victoire, suprême chant de l'épique humain et du Dieu du Ciel.

Et puis, le salut, au chant des hymnes, défilant dans des nuages d'encens, au-dessus de l'assistance prosternée, le signe de croix du lourd ostensor d'or. — MARCEL PAYS.

LA NOTE DE L'ENTENTE À L'ALLEMAGNE POUR L'AVITER À PARTICIPER À LA PRESSION ÉCONOMIQUE SUR LA RUSSIE BOLCHEVİK

Le gouvernement des Soviets reçoit en grande pompe, à Moscou, l'ambassadeur extraordinaire de l'émir d'Afghanistan et manifeste, à cette occasion, sa haine de l'Angleterre.

Cependant Youdenitch a pris Gatchina, et marche sur Petrograd; Denikine a dépassé Orel, et Koltchak a fait capituler une armée rouge de 33.000 hommes.

On connaît depuis hier — par Berlin — le texte de la note transmise au gouvernement allemand par la commission d'armistice pour l'inviter aux mesures prises par les Alliés contre les bolcheviks. Cette note, dans sa partie principale, est ainsi rédigée :

1° Le président de la Conférence de la paix a été chargé, par la Conférence de la paix, de faire connaître aux gouvernements neutres les décisions prises par le Conseil suprême des puissances alliées et associées, relativement à la pression économique à exercer sur la Russie bolchevik. Le gouvernement allemand est prié de prendre des mesures conformes au paragraphe 2 ci-dessous.

2° L'hostilité dirigée et déclarée des bolcheviks contre tous les gouvernements et le programme répandu par eux d'une révolution internationale constituent un grand danger pour la sécurité nationale de tous les pays. Tout accroissement de la capacité de résistance des bolcheviks rend plus grave ce danger. Il serait, au contraire, désirable que tous les peuples s'unissent pour rétablir la paix et l'ordre social dans le monde.

Dans ce sens, les puissances alliées et associées n'ont pas autorisé leurs ressortissants, après la levée du blocus contre l'Allemagne, à reprendre les relations commerciales avec la Russie bolchevik. En réalité, ces relations ne peuvent avoir lieu que par l'entremise des chefs du gouvernement bolchevik, qui disposent des produits selon leur bon vouloir. Ils créent, de ce fait, une augmentation considérable de leur puissance, et de cette manière, accroissent la tyrannie exercée sur le peuple russe.

Dans ces circonstances, les puissances alliées et associées ont prié, d'entente avec eux, les gouvernements de Suède, Norvège, Danemark, Hollande, Finlande, Espagne, Suisse, Chili, Pérou, Argentine, Colombie, Venezuela, de bien vouloir prendre immédiatement les mesures désignées ci-après pour empêcher leurs ressortissants de faire n'importe quel commerce avec la Russie bolchevik. Il est très grave, en effet, que les Russes bolcheviks puissent continuer à bénéficier de la situation économique créée par la guerre.

Suivent les prescriptions adoptées par les Alliés.

Le message fut adressé à Berlin le 9 septembre, comme motif au secret qui fut si jalousement gardé à son égard par les chancelleries de l'Entente, on déclare que le Conseil suprême avait décidé de ne point en parler avant qu'une réponse eût été donnée par l'Allemagne. Ce qu'il importe de retenir de cette affaire, c'est que la note invitait l'Allemagne à collaborer à la pression économique sur les bolcheviks.

La sommation qui lui fut adressée pour obtenir l'évacuation des provinces baltiques, sous menace du même moyen d'exécution.

Nous ne connaissons pas encore les intentions du gouvernement de Berlin à l'égard des propositions de l'Entente ; celles-ci sont considérées par une partie de

munitions. Ils emploient encore les anciens obus, dont une réserve formidable avait été établie au commencement de 1917. De plus, leurs usines de munitions ont fonctionné jusqu'en juillet dernier, et on estime leur rendement à vingt-cinq millions d'obus par mois.

Mon souvenir le plus agréable au cours de cette dure campagne, est celui du dîner que je passai à Pskov. Une jolie ville, une belle vieille église. Je me rendis au service divin avec mon état-major et la foule s'était rassemblée si dense, pour nous souhaiter la bienvenue, que nous n'arrivâmes plus à passer. Chacun voulait nous remercier et nous toucher. C'était la Russie, la vraie Russie !

Le général eut demandé au téléphone. Il nous tend une main forte et ferme comme lui-même.

Peut-être n'y pense-t-il pas, mais le général Youdenitch, lui aussi, est un peu de la Russie — de la vraie Russie...

UNE ENTREVUE AVEC LE GÉNÉRAL YODENITCH

Le général Youdenitch, qui menace actuellement Petrograd, a vu sa réputation s'établir pendant la guerre russo-japonaise. L'ex-commandant des troupes du Caucase est d'ailleurs un stratège de valeur. On lui connaît une grande force de caractère et une volonté de fer. Il est âgé de cinquante ans environ. Il est très grand et très robuste. Il est très intelligent et très énergique. Il est très brave et très vaillant. Il est très loyal et très honnête. Il est très aimé et très respecté.

Dans les opérations militaires, le général Youdenitch fait preuve de méthode et de ténacité. Ses talents d'organisateur, sa maîtrise de soi, sa sérénité devant le danger, sont parmi ses plus remarquables qualités. Un épisode de la campagne du Caucase lui fait le plus grand honneur : considéré comme désespéré, le front était rompu, les troupes battaient en retraite. Enver et la tête de forces supérieures, s'avancèrent vers Sarakamish. D'autres armées ennemies menaçaient. Dans la région de Kars, les Kurdes étaient en pleine révolte, et déjà l'on avait évacué Tiflis. C'est à ce moment critique que le général Youdenitch, avec une poignée d'hommes, se fraya un passage à travers les lignes ennemies, et réussit à aller au point de leur retraite un bataillon de réserve et un régiment de cosaques ; il s'empara du pont avec l'aide de ces troupes ; puis, avec mille cosaques, pendant tout un jour, il contint l'avance des forces d'Enver pacha. Le lendemain, des renforts russes furent amenés par le général Prjévalsky, et la bataille se termina par une défaite complète des éléments avancés de l'armée turque.

L'hôtel où le général Youdenitch avait établi, en dernier lieu, son quartier général, et dans lequel nous avons pu causer avec lui, est une maison « polyglotte », pleine de gens de toutes sortes. On ne saurait insinuer que l'Entente y avait ses informations secrets, mais, à coup sûr, les bolcheviks et les Allemands y avaient les leurs. En aide de camp, vaillait sans cesse à la porte du général pour écarter les importuns ou... le danger possible.

Mais le général lui-même, vêtu de noir, apparaissait là, comme d'habitude, simple, cordial et patient.

Il a peu changé pendant la guerre. Ses yeux clairs ont toujours le même regard observateur. Et un large sourire éclairait toujours son visage solide.

Où, nous dit-il, nous menons une vie difficile.

Et, en riant, il semble rejeter, d'un geste familier, par-dessus l'épaule droite, les ennuis et les soucis.

Le moral de mes hommes, continue-t-il, est remarquable, et les relations sont exceptionnellement bonnes entre les officiers et les soldats.

Et, comme nous abordons la question des vivres :

Notre nourriture ? Elle est à peu près suffisante, maintenant, grâce aux efforts constants des Alliés. Quant au ravitaillement militaire, il fut, par malheur, souvent moins satisfaisant. Les bolcheviks, au rebours, étaient extrêmement bien fournis.

LE GÉNÉRAL YODENITCH

LES COURONNES DEPOSEES AUTOUR DE SON MONUMENT

Les villes de Fréjus et de Saint-Raphaël ont rendu, dimanche, un pieux hommage à la mémoire de Roland Garros, l'occasion de l'anniversaire de sa mort. La cérémonie se déroula autour du monument élevé à l'endroit d'où s'éleva le célèbre aviateur lorsqu'il traversa la Méditerranée.

LE GÉNÉRAL YODENITCH

LE GÉNÉRAL YODENITCH

LE GÉNÉRAL YODENITCH

LE GÉNÉRAL YODENITCH

LA JOURNÉE DE 8 HEURES VA-T-ELLE ÊTRE RÉCLAMÉE AUSSI PAR LES MÉDECINS ?

Cui, disent les praticiens de Brest, Non, répond le docteur Leréd, président du Syndicat des médecins de la Seine.

Mais l'adhésion à la C. G. T. sérieusement envisagée.

La journée de huit heures, revendiquée jusqu'ici, par la classe ouvrière, va-t-elle être réclamée par les corporatistes ? Les médecins de Brest, en avoir délibéré, ont récemment fait passer leur intention de ne pas prolonger au-delà de ce temps leurs heures de travail.

Doit-on considérer leur décision comme une réponse aux grèves prolétariennes, ou comme une tentative de s'opposer à l'extension d'un état d'esprit récent sur les droits et les devoirs du praticien ?

J'ai été prendre, à ce sujet, l'avis du docteur Leréd, président du Syndicat des médecins de la Seine. Car, encore que public ignore assez généralement, les médecins n'ont point attendu l'ère nouvelle pour se rallier au syndicalisme ; au grand de la Seine, créé depuis plus de vingt ans déjà, se rattachent la plupart des associations régionales de France.

La question ne se pose pas

— J'ignorais, me dit le docteur Leréd, le communisme des médecins de Brest, ne puis, actuellement, vous répondre tant que président du syndicat. Il me faudrait, pour le pouvoir faire, demander l'opinion des membres des différentes sections qui font partie de l'Union des médecins médicaux. Jamais encore nous sommes préoccupés de la journée de huit heures. La question n'a pas été posée. J'ajoute que, comme médecin, et à ce titre seulement, je trouve qu'elle ne se pose pas.

Serait-ce, docteur, que vous la trouvez inapplicable ?

Absolument. Obligerait-on la clientèle à n'avoir recours aux médecins à certains moments ? Réglementer-t-on les heures de la maladie ? Que pourrait-on dire d'un praticien qui, sa journée de huit heures finie, refusait de faire des soins à un malade ? Celui-ci devrait-il porter, automatiquement, sa confiance dans le confrère venant, à partir d'une certaine heure, remplacer le consultant habituel ? Le corps médical a donné trop de preuves de dévouement pour qu'on puisse lui faire l'injure de le croire capable d'un tel manque de conscience professionnelle. En fait, de choses actuelles, cette réforme serait pratiquement irréalisable. Un cabinet médical devrait alors comprendre au moins deux « chefs » se relayant, l'un occupant son service lorsque l'autre aura fini le sien. Ce système du docteur n'est pas changeable me semble d'une fantaisie peu compatible avec nos fonctions. Seuls, les spécialistes, les chirurgiens, peuvent limiter à un temps donné leur effort. Pour les autres, il y en a encore — qui font la médecine générale, c'est, dans certains cas, parfaitement impossible, de donner à ce métier, le libre-choix de l'enfantement excédant le temps requis. Limitera-t-on le temps de la mère ? Le travail ? ? Cela ne se discute même pas. Déjà, dans les hôpitaux, les huit heures du personnel subalterne sont une cause de désorganisation grave dans les services. Qu'en serait-il si les médecins, au lieu de la combattre, ajoutaient encore à la désorganisation générale ?

De ne sont donc point des revendications de ce genre que présentent vos collègues ?

— Nullement. Ce que nous voulons, tout d'abord, c'est que la journée de huit heures et le système du docteur « roulement » n'apparaissent nettement que dans les hôpitaux — c'est-à-dire dans le service de la médecine — et non dans le service de la médecine générale, et qu'il ne soit permis d'imposer à un mutualiste, à un ouvrier de l'Etat, à un assistant, un médecin administratif. Dans les bureaux, bienfaisance, comme ailleurs, nous voulons obtenir la suppression du fonctionnarisme médical. L'indigent doit, comme l'ouvrier, pouvoir choisir son médecin.

Le syndicalisme du monde médical

Votre syndicat, comprend-il, docteur, beaucoup de membres ?

Environ 1.500 rien qu'à Paris. Avec les fédérations régionales nous en comptons, certainement, plus de 42.000, soit plus de 50 0/0 du corps médical tout entier. Dans la guerre, le syndicalisme a fait un grand pas ; les adhésions nous arrivent de plus en plus nombreuses. Il semble que nous ayons compris le danger de l'individualisme des jeunes et que nous nous soyons isolés. L'Etat tendant à supprimer

Et, bien ou être mal en aide dépend de votre carrosserie posséder cet idéal de bien-être : les sièges « PULLMAN ». Si vous voulez être convaincu, essayez-les au Salon de l'Automobile, St. JAMPLUGH n° 4, Gal.

BOREALE

UNIQUE pour Laver Linge et Tissus

BOREALE

UNIQUE pour Laver Linge et Tissus

BOREALE

UNIQUE pour Laver Linge et Tissus

BOREALE

UNIQUE pour Laver Linge et Tissus

BOREALE

UNIQUE pour Laver Linge et Tissus

BOREALE

UNIQUE pour Laver Linge et Tissus

BOREALE

UNIQUE pour Laver Linge et Tissus

BOREALE

UNIQUE pour Laver Linge et Tissus

BOREALE

UNIQUE pour Laver Linge et Tissus

APRÈS LE SECTIONNEMENT COMMENT S'EFFECTUERONT LES OPÉRATIONS ÉLECTORALES A PARIS ET DANS LA SEINE

Le nombre des bureaux de vote sera le double de celui de 1914. Aurons-nous une carte unique pour toutes les élections ?

La période électorale va s'ouvrir, et l'électeur attend avec quelque curiosité le grand jour où sera expérimenté le nouveau mode de scrutin. A Paris, notamment, en raison du grand nombre de députés à élire dans chaque circonscription, malgré le sectionnement, et surtout en raison de la quantité considérable des électeurs, les opérations électorales présenteront sans doute certaines difficultés.

Néanmoins, M. Valabreque, chef du service des élections à la préfecture de la Seine, nous a exprimé, hier, l'espoir que tout irait pour le mieux.

Pour l'électeur, nous a-t-il déclaré, il n'y a rien de nouveau, rien de changé. Il passera par l'isoloir et placera son bulletin sous enveloppe, comme jadis. La seule différence, c'est que ce bulletin, au lieu de porter un seul nom, comme sous le régime du scrutin d'arrondissement, ou cinquante-quatre noms, comme sous celui du scrutin de liste sans sectionnement, en portera douze ou quatorze, suivant la circonscription. Au point de vue matériel, ce système présente beaucoup moins d'inconvénients que celui du scrutin par département.

Néanmoins, le nombre des sections de vote de la Seine devra être considérablement augmenté. Il était de 414 au temps du

scrutin d'arrondissement ; il sera plus que doublé, et dépassera sensiblement 900.

Quant au chiffre moyen des électeurs pour chaque section, il est encore impossible de le déterminer, à cause de l'actuelle révision des listes électorales ; pour l'instant,

5 HEURES
DU
MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES
DU
MATIN

CONFERENCE DE LA PAIX

AU NOM DE L'ENTENTE
SIR GEORGE CLERK DOIT
SE RENDRE A BUDAPEST

La délégation bulgare a fait parvenir au secrétariat de la Conférence de la paix deux nouvelles notes.

Le Conseil suprême des Alliés, réuni hier matin, a entendu sir George Clerk, qui a été chargé d'une mission à Budapest, en vue d'étudier sur place les conditions de la politique intérieure hongroise.

La situation est assez confuse, en effet, en Hongrie, où, contrairement aux indications données par les Alliés, aucun gouvernement n'a été élu. La situation est donc encore constituée depuis le mois d'août, lors de la chute de l'archiduc Joseph. D'autre part, les informations reçues de Budapest semblent indiquer une recrudescence des menées monarchistes.

Le retour de M. Theodoroff

Le secrétaire de la Conférence a reçu deux notes de la délégation bulgare : la première annonçant le retour à Paris de M. Theodoroff, et son maintien à la tête de la délégation ; l'autre faisant connaître la formation du ministère Stambouliski.

En Russie

Riga en feu ?

On mande de Berlin :
Le Berliner Tageblatt apprend d'Heidelberg que Riga est en grande partie, en flammes. Le choc a été proclamé sur toute la ville.

La bataille devant Riga

LONDRES, 16 octobre. — Le correspondant du Daily Telegraph à Copenhague télégraphie à la date de samedi après-midi : Une bataille acharnée continue à faire rage à Riga. L'ennemi tire continuellement sur le front le long de la rive droite de la Dvina avec de l'artillerie et des mitrailleurs.

Les Lettons sont également engagés dans un violent combat contre les bolcheviks à Jadvigova.

Le gouvernement de Lenine quitterait Moscou.

STOCKHOLM, 16 octobre. — D'après des nouvelles reçues de Rostov-sur-Don, le gouvernement de Lenine avait l'intention de quitter Moscou et de se fixer à Oufa.

Le voyage du roi d'Espagne en France

MADRID, 16 octobre. — A la suite d'une indisposition de la reine Victoria, le départ du roi et de la reine pour Paris et Londres est retardée de quarante-huit heures.

Le port de Marseille va reprendre son activité

MARSEILLE, 16 octobre. — La commission paritaire a rendu sa sentence, qui donne pleine satisfaction aux dockers en ce qui concerne les huit heures et les salaires. Demain, reprise officielle du travail.

Corruption de fonctionnaires

MAYENCE, 16 octobre. — Sept officiers, inculpés de fraude d'influence, et treize commerçants français et allemands vont comparaître devant le conseil de guerre de la 10^e armée, siégeant à Mayence.

Les faux vins portugais

M. Maxomati, courtier en vins à Marseille, l'un des inculpés dans l'affaire des faux vins portugais, a été remis hier en liberté provisoire par le capitaine de Courcy, rapporteur du 1^{er} conseil de guerre, les explications qu'il a fournies ayant paru suffisamment satisfaisantes pour justifier cette mesure.

M. Perault de Joinville a subi, en présence de son avocat, M. Pierre Prudhon, son premier interrogatoire de fond. Il a protesté de sa bonne foi.

UN BEAU MATCH DE BOXE FRANCO-ANGLAIS

En attendant de voir aux prises, mercredi prochain, le champion de France des poids lourds contre Paul Rams, nous verrons, ce soir, sur le ring, un autre champion de France, mais, cette fois, ce sera le détenteur du titre des poids mouches, Bouzonnie, qui a tour à tour battu tous les Français de son poids, sera, cette fois, opposé à un des meilleurs boxeurs anglais de sa catégorie, Fred Dyer. Ce dernier, qui doit très prochainement se rencontrer avec Jimmy Wilde pour le Championnat d'Angleterre, jouit dans son pays d'une très bonne réputation. Scientifique et pratiquant, une escrime variée et très rapide, il a presque toujours battu ses adversaires par mise hors de combat. Il sera donc d'autant plus intéressant de le voir, ce soir, aux prises avec Bouzonnie, que nous considérons, à son poids, comme un des meilleurs hommes du monde, que ce dernier pratique, au contraire, une boxe pleine d'ardeur, et possède un « punch » très efficace. Un autre match intéressant mettra aux prises le nordiste Brovières avec Eglesia.

Ces deux combats auront lieu au Nouveau-Cirque, et seront organisés par le Société Boxing Club.

Facile victoire de Badoud

Le champion d'Europe, le Suisse Badoud, a très facilement battu, hier soir, à la Salle Marivaux, l'Anglais Billy Williams, le mettant hors de combat à la 6^e reprise d'un match inégal au cours duquel il domina continuellement, et par trois fois, envoya son adversaire rouler à terre.

Avant ce match, Tirelli et Berger donnèrent une exhibition de la boxe telle qu'elle ne doit pas être pratiquée.

Au Ring de Paris. — C'est à une belle soirée que l'on nous convie, ce soir, à Belleville, le programme comporte un dix rounds entre deux poids, le populaire Belvalois qui rencontrera Jimmy Wilde, et Armand, le champion du Nord-Ouest.

Un autre combat réunira André Frank et le négro Dalis.

Abel HERMANT.

LE PROBLEME DE L'ADRIATIQUE

L'ITALIE A FAIT REMETTRE
A M. LANSING DE NOUVELLES
PROPOSITIONS POUR FIUME

On télégraphie, d'autre part, de la grande cité adriatique, que d'Annunzio serait disposé à envisager un compromis acceptable.

M. Tittoni, en revenant à Paris, n'a pas ramené de Rome uniquement le traité de paix signé ; il a également rapporté les nouvelles propositions arrêtées au cours de ces jours derniers au sujet de Fiume par le gouvernement italien. Elles ont été, d'ailleurs, communiquées directement à M. Lansing, par l'ambassadeur d'Italie à Washington, comme représentant les conceptions ultimes que peut consentir l'Italie. Le nouveau projet, qui, déclare-t-on à Rome, est en parfait accord avec les principes du président Wilson, suggère la constitution d'un Etat indépendant de Fiume comprenant également les districts d'Istria et d'Adelberg — placés sous le mandat de la Société des Nations ; il attribue, toutefois, à l'Italie le district de Tolosa, de manière que la continuité territoriale soit assurée entre l'Italie et le royaume d'Italie indépendant ainsi constitué formerait tampon entre l'Italie et le Yougoslavie.

Le même projet suggère qu'aux îles dalmates, attribuées déjà à l'Italie, soit ajoutée Lagosta, l'île la plus méridionale de la Dalmatie, et que l'île de Zara soit, au point de vue diplomatique, représentée par l'Italie.

Les propositions, assure-t-on à Rome, seraient soumises à l'approbation du Conseil national de Fiume.

M. Lansing n'a pas encore fait connaître son avis, mais il paraît probable qu'il sera favorable à la proposition de M. Polk, chef de la délégation américaine, pour le guider dans les délibérations du Conseil suprême.

Des dépêches de Fiume au *Corriere della Sera* disent, d'autre part, que des aviateurs de mécontentement et de désobéissance ont paru parmi les partisans de d'Annunzio, et que le roi lui-même ne serait pas éloigné de renoncer quelque jour à l'insubordination absolue, et le cas échéant, à considérer l'éventualité d'un compromis acceptable.

Serait-on, enfin, conformément aux informations données à il y a quelques jours, près de la solution de l'angoissant problème ?

Un recueil de lettres de combattants

MM. Louis Martin, Capéran et Raymond, sénateurs, viennent de déposer une proposition de loi tendant à la constitution par l'Etat d'un recueil des lettres les plus remarquables écrites par les soldats français pendant la campagne de 1914-1918.

Démobilisés, attention !

Les démobilisés ou les veuves de guerre ayant besoin d'argent ont trop souvent sollicité d'échanger leurs Bons de la Défense Nationale à des conditions onéreuses. Le ministre des Finances communique, à ce sujet, la note suivante :

Beaucoup de démobilisés, attirés par des annonces indiquant que telle maison récompense au plus juste prix les Bons de la Défense Nationale, ont été victimes de la prime de démobilisation, acceptant de céder ces Bons à 90 0/0 de leur valeur, quelquefois même à un taux inférieur.

Les intéressés ne doivent pas ignorer que la Banque de France conserve sur tous les Bons, quelle que soit leur échéance, des avances au taux de 6 0/0, et qu'elle les escompte lorsqu'ils sont plus que trois mois à courir au taux de 5 0/0, c'est-à-dire, en l'espèce, sans aucune perte d'intérêt pour ces porteurs.

Les démobilisés qui ont des Bons à 10 0/0 de leur valeur, consentent donc à se voir dévaluer à leur profit une véritable exploitation, alors qu'ils seraient simples porteurs de ces Bons à la Banque de France, les fonds dont ils peuvent avoir besoin.

NOUVELLES BRÈVES

La séance officielle de découverte de la Cour des comptes a eu lieu hier après-midi, rue Cambon, M. Godin, le nouveau conseiller-maitre, a prêté le serment d'usage.

La Cour de cassation a tenu, hier, son audience solennelle de rentrée.

M. Alfred Bréchet, grand prix de Rome pour la composition musicale, chef d'orchestre à l'Opéra, est nommé directeur de l'Ecole nationale de Nancy (succursale du Conservatoire national).

Les élèves d'histoire ont décidé d'envoyer au garde des Sceaux une lettre réclamant le paiement sur la base du escompte de revendication, à partir du 1^{er} novembre, de la somme de 500 francs, en attendant que la Chambre de discipline des huissiers.

Le maréchal Foch a accepté l'invitation de la municipalité de Cassel, qui, le 16 octobre, fera auver une plaque commémorative sur la façade du vieil hôtel où il séjourna pendant huit mois, et lui offrira la pendule ancienne qui ornait son bureau.

Le président Wilson a passé une journée satisfaisante à la capitale de la République américaine, où il a été reçu par le président de la Chambre de discipline des huissiers.

Le président Wilson a passé une journée satisfaisante à la capitale de la République américaine, où il a été reçu par le président de la Chambre de discipline des huissiers.

Le président Wilson a passé une journée satisfaisante à la capitale de la République américaine, où il a été reçu par le président de la Chambre de discipline des huissiers.

Le président Wilson a passé une journée satisfaisante à la capitale de la République américaine, où il a été reçu par le président de la Chambre de discipline des huissiers.

Le président Wilson a passé une journée satisfaisante à la capitale de la République américaine, où il a été reçu par le président de la Chambre de discipline des huissiers.

Le président Wilson a passé une journée satisfaisante à la capitale de la République américaine, où il a été reçu par le président de la Chambre de discipline des huissiers.

Le président Wilson a passé une journée satisfaisante à la capitale de la République américaine, où il a été reçu par le président de la Chambre de discipline des huissiers.

Le président Wilson a passé une journée satisfaisante à la capitale de la République américaine, où il a été reçu par le président de la Chambre de discipline des huissiers.

Le président Wilson a passé une journée satisfaisante à la capitale de la République américaine, où il a été reçu par le président de la Chambre de discipline des huissiers.

Le président Wilson a passé une journée satisfaisante à la capitale de la République américaine, où il a été reçu par le président de la Chambre de discipline des huissiers.

Le président Wilson a passé une journée satisfaisante à la capitale de la République américaine, où il a été reçu par le président de la Chambre de discipline des huissiers.

Le président Wilson a passé une journée satisfaisante à la capitale de la République américaine, où il a été reçu par le président de la Chambre de discipline des huissiers.

Le président Wilson a passé une journée satisfaisante à la capitale de la République américaine, où il a été reçu par le président de la Chambre de discipline des huissiers.

Le président Wilson a passé une journée satisfaisante à la capitale de la République américaine, où il a été reçu par le président de la Chambre de discipline des huissiers.

Le président Wilson a passé une journée satisfaisante à la capitale de la République américaine, où il a été reçu par le président de la Chambre de discipline des huissiers.

AUX ETATS-UNIS

L'AMENDEMENT LODGE
RELATIF AU CHANTOUNG
EST REJETÉ PAR LE SÉNAT

Cet amendement au traité de paix tendait à remettre les droits des Allemands non plus aux Japonais, mais aux Chinois.

WASHINGTON, 16 octobre. — Le Sénat a rejeté l'amendement Lodge au traité de paix tendant à remettre les droits allemands sur le Chantoung à la Chine et non au Japon.

Cet amendement était l'un de ceux, et même celui sur lequel les sénateurs républicains comptaient le plus pour faire échouer le traité. Le sénateur Lodge, il y a deux jours, affirmait encore sa certitude de le voir adopter. Cependant cette certitude n'était pas générale et l'on prévoyait un échec.

La revision des traités de 1839

BRUXELLES, 16 octobre. — A propos de la revision des traités de 1839, le correspondant parisien de la Libre Belgique téléphone :

« On assure qu'il n'y a plus de doute possible. La délégation belge aurait accepté les conditions suivantes : liberté absolue de l'Escaut en temps de paix pour la Belgique ; grands avantages économiques en ce qui concerne les travaux à effectuer au fleuve ; le régime commercial, pilotage, douane, etc., une certaine concession ni accord au point de vue militaire.

« En temps de guerre, la Hollande aura le droit de fermer le fleuve comme jadis. Il est impossible d'avoir d'autres précisions en ce moment. »

Une arrestation pour intelligences avec l'ennemi

Hier matin, la police judiciaire a arrêté à son domicile, 63, avenue de Wagram, sous l'inculpation d'intelligences avec l'ennemi, M. Paul Ponsolle, dit Léon Darc et Jean Darc, qui fut quelque temps, en 1914, directeur du *Gil Blas*.

M. Ponsolle a été mis à la disposition du commandant Albert. M. Ponsolle habitait depuis deux ans chez un ami réfugié. C'est un document le concernant, trouvé dans les papiers saisis au cours des opérations faites à raison de l'affaire Judet, qui a motivé l'arrestation. Mais l'affaire n'a aucun rapport avec celle de l'ancien directeur de l'Éclair. Il s'agit de trahisons auxquelles, en 1915, M. Ponsolle se serait livré avec des agents allemands.

Le commandant Albert a interrogé hier M. Ponsolle, qui a protesté avec énergie. Il a choisi comme avocat M. Charles Chabry.

Les 50.000 bœufs de feu Turmel

Aux termes d'un contrat signé le 16 novembre 1915, Louis Turmel, député, s'engageait à livrer à M. Emile Delorme, négociant, 50.000 bœufs abyssins, qui devaient être débarqués au port de Gênes, Turmel n'excéda pas le marché, et M. Delorme fut pour ses frais d'ouverture de crédit et le voyage en Abyssinie, sans compter quelques menus cadeaux.

L'affaire fut portée devant le tribunal de commerce de la Seine, sous forme d'une demande de dommages-intérêts de dix millions.

Par un jugement préparatoire, le tribunal de commerce nomma M. Menin arbitre, et alloua à M. Delorme, à titre de provision, 5.000 francs. Ce jugement fut frappé d'appel par Turmel.

L'affaire venait, hier, devant la première chambre de la Cour, où le fils Turmel se présentait à la place de son père, décédé.

Après plaidoiries de M. Lagasse, pour Turmel, et de M. Deville, pour Delorme, l'affaire a été remise à quinzaine pour arrêt.

M^{lle} Lucy Arbelle et « Cléopâtre »

M^{lle} Lucy Arbelle, se basant sur une correspondance échangée avec Massenet, avait obtenu du tribunal civil un jugement qui obligeait les héritiers du maître à lui réserver la création du principal rôle de Cléopâtre. Ce jugement fut frappé d'appel et l'affaire est actuellement soumise à la première chambre de la Cour.

Entre temps, M. Gheusi et Deval, directeurs du Théâtre-Lyrique, ont choisi, comme créatrice de Cléopâtre, M^{lle} Mary Garden. C'est pourquoi M^{lle} Lucy Arbelle demandait, hier, en référé, que les partitions de la pièce fussent mises sous séquestre et les représentations interdites.

Après plaidoiries de M^{me} Busson-Billaut, Albert Salle et Aubépin, le président Servin a jugé qu'il n'y avait pas lieu à référé, la décision à prendre échoant au fond du procès pendant devant la Cour.

La « Gazette des Ardennes »

Hier ont commencé devant le 4^e conseil de guerre les plaidoiries. M^{me} Pingard a présenté la défense du lieutenant Hervé, en faisant ressortir les lacunes de l'examen mental fait par les médecins aliénistes et en discutant leurs conclusions. M^{me} Le Troquer et Charles Briand ont demandé l'acquiescement de Lablay et de Dubois, en se basant sur l'absence de preuves.

L'agitation ouvrière

La grève de la librairie

Les commis libraires, toujours en grève, ont fait demander hier, à M. Collard, ministre du Travail, par une délégation comprenant MM. Joubaux, Raffin, secrétaire fédéral, et Sert, secrétaire du syndicat, de provoquer une rencontre entre grévistes et patrons. M. Collard a promis d'intervenir de ce projet les éditeurs et libraires. Il fera connaître aujourd'hui le résultat de son intervention.

LA POUDRE DE RIZ

Extremement fine, adhérente, donne à la peau une agréable fraîcheur ; saine, hygiénique et parfumée.

LES CONTES D'EXCELSIOR

LE DINEUR AUX ŒILLETS

par ANDRÉ REUZE

« Etranger qui passes ! Tu ne sais pas avec quel désir ardent je te regarde. »

WALT WHITMAN (Poèmes).

Je l'ai revu, hier soir, boulevard de la Madeleine. J'avais pensé à lui pendant la guerre, souvent. Il a seulement un peu vieilli. Pourquoi le suivre comme autrefois ? Je sais ce que je voulais savoir. Et les passants se sont refermés sur lui.

Il y a douze ans déjà que je le remarquai. Je revenais d'un long séjour en pays lointain. Quand on reste absent des mois et des mois, on ne retrouve jamais tout ce qu'on avait laissé derrière soi. C'était un retour triste. Le soir, j'étais désespéré, à travers Paris, sur les quais de la Seine que longent les misérables, ou bien je m'enfonçais dans la foule et le bruit ; en la ténacité des restaurants à zig-zag où les gens ont l'air satisfait, au cirque, au café-concert, à cause des cuivres, des cris, des rires ; dans les bastingues de Montmartre jusqu'à ce que la fatigue eût démasqué les danses, j'aimais fréquenter seul ces lieux dits « de plaisir », demeurer silencieux, immobile dans le mouvement. On voit bien, on observe mieux. C'est ainsi que j'aperçus l'inconnu auquel personne ne prêtait attention.

Il occupait, au restaurant, une table voisine de la mienne. Deux couverts étaient disposés sur la nappe. Prêt à en retirer un, le garçon demanda :

— Monsieur est seul ?

— Non, laissez, j'attends quelqu'un.

Il s'assit en côté sur la banquette, réservant une place près de lui. Malgré le monocle sorti sous son front et qui fixait son visage glabre, il avait l'air doux, résigné plutôt. Quarante ans peut-être, et des épaules puissantes sans le smoking de coupe londonienne, avec une nonchalance d'athlète qui méprisait la force. Il m'interrogea ni son bracelet-montre ni l'espèce d'aquarium tournant par où entraient, dans une bouffée d'air froid, des femmes orgueilleuses suivies de messieurs coiffés sur la nuque qui, se sachant regardés, prenaient un air hautain. Il attendait sans impatience.

— Elle a l'habitude d'arriver en retard, pensai-je.

Une marchande de fleurs butinait de table en table. Il l'appela, choisit de magnifiques œillets de corail pâle et dédaigna la monnaie d'un geste pour disposer parmi les cristaux la gerbe dont le parfum se répandait généreusement. Puis je le vis casser la tige d'un œillet qu'il planta dans sa boutonnière.

Cela me parut anormal. Il achetait des fleurs d'avance, mais ne surveillait pas la porte ; il achetait des fleurs, mais n'attendait pas qu'elle lui en donnât une.

Je fus beaucoup plus surpris lorsqu'il appela le maître d'hôtel :

— Je vais commencer en attendant. Vous me parlez de...

Il parait distraitement, approuvant les conseils de l'homme digne, faussement soucieux, penché vers lui, mais sa voix devait presque impérieuse pour commander au sommelier une bouteille de Clos-Vougeot.

Et il mangea tranquillement, sans plaisir ni inquiétude, sans manifester la moindre mauvaise humeur, sans s'occuper de ce qui se passait autour de lui.

Une seule fois, il sortit de son rêve étrange pour demander qu'on lui envoyât l'un des tzigannes jouant dans une salle voisine. Je n'entendis pas ce qu'il disait, mais je le vis glisser deux louis à l'homme obséquieux, inclinant son dolman crème à brandebourgs. Bientôt les vibrations harmonieuses des cordes montèrent de nouveau. C'était cette charmante Sérénade en ré que Beethoven a écrite pour violon, alto et violoncelle. L'inconnu écoutait, froid, indéchiffrable. Il me parut seulement, quand les instruments se turent, que sa main froissait l'un des œillets sur la table.

La dame n'arrivait toujours pas. Elle ne devait pas venir. Après avoir bu lentement deux verres de kummel, le dineur régla son

addition et sortit, n'ayant manifesté à aucun moment sa déception.

Attendre vainement celle qui tient en laisse votre pensée, celle pour laquelle on achète encore des fleurs avant qu'elle ne soit arrivée, cela est vexant et amer. On se rappelle les moyens ingénieux qu'elle trouvait au début pour tourner les petits obstacles de la vie et venir quand même ; on devine les excuses déjà transparentes, assemblées au dernier moment, qu'elle débiterait très vite en riant, avec une jolie moue irresponsable...

— Drôle de type, me dis-je.

Sans doute l'aurais-je oublié si, à quelques semaines de là, je n'avais pu pénétrer dans un restaurant près de l'Opéra. Dîner là ou ailleurs m'indifférait. L'homme m'intriguait. J'en traitai derrière lui.

De loin, j'observai son manège : le même exactement que la première fois, sauf qu'il choisit des œillets rouges. Et le morceau demandé à l'orchestre ne fut pas du Beethoven, mais une sérénade espagnole traînante et chaude.

Cette fois-là encore, elle ne vint pas.

Le dineur m'intéressait tellement que je le suivis. Il marchait doucement, d'un pas égal. Place de la Concorde, il monta dans un taxi qui l'emporta vers l'Étoile.

Pendant une quinzaine de jours, je flânai sur les boulevards, entre sept et huit heures, dans le seul but de l'apercevoir. Je m'asséyait à la terrasse des cafés, guettant sa silhouette parmi la foule. Je le cherchais même dans plusieurs établissements où je croyais pouvoir le rencontrer, mais en vain.

Antique qu'il était, c'est tout à fait incidemment que, durant les trois années suivantes, j'évoquai ce personnage bizarre. Je devais le retrouver à Séville, en 1910, devant la Casa de Pilatos. La rencontre n'avait rien de bien extraordinaire ; nous étions à la veille de la semaine sainte qui attire toujours beaucoup d'étrangers.

Il demeurait seul, mélancolique, sans accorder un regard aux groupes animés dans lesquels, en vue de la grande procession, se discutaient la beauté des différents pasos, des saintes images que chaque paroisse allait promener à travers la ville sur de lourdes plates-formes portées par des pénitents à cagoules et à traînes noires. Du coup, je dédaignai le pittoresque de cette populace gesticulante qui, dans les contestations les plus banales, semble toujours prête à en venir aux mains. Je m'attachai aux pas de l'inconnu.

La nuit se tissait à regret, une belle nuit tiède. La capricieuse langue des chants et des guitares se fondait en un grand murmure sous les étoiles, comme, sous le soleil, les stridulations des grillons en été.

L'homme traîna longtemps dans les rues, soit qu'il connût imparfaitement la ville, soit qu'il éprouvât simplement le besoin d'errer. Il entra enfin dans un restaurant brillamment éclairé de la rue des Serpents.

Installé en face de lui, je le voyais bien. Plusieurs fois, il ferma les yeux pour mieux entendre, peut-être, la cacophonie des chants, des rires gras, des discussions religieuses, des pronostics violents sur la grande corrida du dimanche, ou s'exprimait l'âme de Séville. Et il portait à ses narines les œillets couleur de sang que lui avait vendus, belle comme une soirée d'Espagne, une petite gitane de douze ans. A quatre cents lieues de Paris, le couvert inutile attendait près du sien, le couvert de celle qui ne viendrait pas, qui ne viendrait plus jamais.

Si je suivis le solitaire dans la nuit bruisante et parfumée, au bord du Guadalquivir où il rêva longtemps face au faubourg de Triana qu'habitent les Bohémiens, ce n'était pas dans l'espoir d'en apprendre plus long sur lui. Je l'enviais éperdument celui-là qui, dans le pauvre trépan d'un rendez-vous factice, le rythme d'une sérénade, ou l'atmosphère passionnée de Séville évoquant sans doute un voyage d'autrefois, pouvait trouver encore un peu d'illusion même douloureuse.

André REUZE.

LA CHAMBRE A COMMENCÉ
LA DISCUSSION DE L'AMNISTIE

Mais on parle surtout d'autre chose, notamment de Margulies et de Rosenberg.

La Chambre a abordé, hier, l'examen du projet d'amnistie, le plus important de ceux qu'elle doit liquider avant sa séparation.

Quelques incidents ont marqué cette discussion.

Tout d'abord, M. Maurice Binder a demandé le renvoi du projet à la commission, en vue de la nomination d'un autre rapporteur. Le projet, était, en effet, rapporté par M. Paul-Meurier, qui est mêlé aux affaires Judet-Bossard, et qui, à M. Maurice Binder comme à certains de ses collègues, apparaît indésirable.

Une interminable discussion s'engagea au sujet de cette motion. M. Paul-Meurier — qui, d'ailleurs, n'avait pas pris place au banc de la commission — s'éleva contre la « campagne de presse » dont il se dit la victime, affirmant que la déposition sur laquelle était basée les accusations portées contre lui était mensongère.

Sur les instances de M. Croussier, qui présidait, M. Maurice Binder consentit à retirer sa motion, mais en se réservant de la reprendre si M. Paul-Meurier paraissait à la tribune.

A 9 heures seulement, on aborda ainsi la discussion générale.

M. Aldy, président de la commission, adjura les orateurs inscrits de renoncer à prendre la parole. Trois seulement s'élevèrent à cette invitation : M. Gabovitz, qui avait demandé l'exécution de l'amnistie des dégringolés et des trublans, et M. Aldy, avec séquence, un insigne spécial pour les prisonniers et militaires tombés au champ d'honneur ; M. Tisserand, partisan d'une amnistie plus large que celle prévue par le projet de la commission.

Il y eut, notamment, pour les multitudes de la Chambre, une intervention de M. Maurice Binder, qui se présenta comme une victime de Rosenberg, dont M. Albert Clemenceau aurait défendu les intérêts.

M. Edouard Ignace, sous-secrétaire d'Etat de la Justice militaire, rappela, de son côté, que Margulies, sujet autrichien, avait été acquitté à la minorité de faveur, et ensuite interné dans un camp de concentration ; le lauréat ratifié, on l'avait expulsé. M. Ignace s'éleva, d'ailleurs, de cette sollicitude de M. Pédache pour Margulies.

Nous étions loin de l'amnistie. Nous y reviendrons ce matin, avec l'examen des articles du projet.

A l'ouverture, M. Paul Aub

